N° 105 / Janvier 2017 1,50 € (soutien 2 €) lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be / www.litci.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » **(K.Marx)**



En lutte

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

Assad et la Russie transforment Alep en une mer de sang

p. 12

NO TRUMP ANYTIME

p. 5

KABILA DEGAGE

p.9

La lutte est internationale

L'année 2016 a été une année d'attaques brutales des patrons et de leurs gouvernements dans l'ensemble de l'Europe. L'austérité mise en place par les gouvernements dans le sud de l'Europe se généralise à tous les pays. Elle reflète le besoin des patrons de casser les droits des travailleurs pour garantir leurs profits. Allonger la semaine de travail à 45h, faciliter les licenciements, privatiser les services publics, voilà le vrai visage de l'Europe : faire baisser les conditions de travail, casser nos acquis sociaux, mettre les travailleurs européens en concurrence.

En 2016, les luttes en Belgique et en France ont montré que notre classe n'accepte pas la logique du système capitaliste, qu'elle ne se laisse pas faire, qu'elle réagit. En France comme en Belgique, ce n'est pas la combativité des travailleurs qui manque, mais bien un plan de lutte cohérent pour aller chercher des victoires. Au lieu de cela, nos directions syndicales continuent à vouloir négocier l'austérité. Comme si la destruction de nos acquis se négociait ! *A nous de réfléchir ensemble pour mieux nous organiser et gagner ces combats.*

Cette Europe des patrons, qui ne demande pas son avis aux peuples et impose un traité de libre-échange qui va ravager des secteurs entiers de petits producteurs, un traité qui va permettre aux multinationales de traîner un Etat en justice s'il porte atteinte à ses profits ; cette Europe des multinationales avance, malgré les luttes. *A nous de réfléchir comment organiser les luttes et la solidarité à l'échelle européenne.*

En 2016, nous vivons toujours dans cette société capitaliste où les capitaux peuvent librement circuler, et où les travailleurs, qui produisent cette richesse, n'ont pas, eux, le droit de circuler librement et sont traités comme des animaux à nos frontières. Les multinationales et les Etats font tout pour exploiter au maximum les richesses d'Afrique et du Moyen et Proche-Orient. Et quand les peuples se soulèvent, comme en Syrie, nos gouvernements contribuent à l'effort de guerre pour maintenir le dictateur en place. Parallèlement, ils ferment encore plus leurs frontières aux réfugiés qui fuient la guerre et la misère. *A nous de nous demander comment nous organiser afin de défendre ces travailleurs qui fuient la misèrent, à nous de lutter ensemble contre nos gouvernements assassins.*

Comment gagner la lutte contre la bourgeoisie nationale et internationale, c'est précisément la question que le mouvement ouvrier s'est posée depuis la naissance du capitalisme. Une réponse a été donnée par le marxisme : que notre classe s'organise en classe dominante pour détruire l'Etat capitaliste, défendu par la bourgeoisie, et pour construire le sien, l'Etat des travailleurs et du peuple. C'est le chemin qu'ont suivi les révolutionnaires russes pour aboutir à la révolution d'octobre 1917, révolution dont nous fêtons cette année le centenaire. Conscients que la victoire en Russie n'était que partielle, et qu'elle serait condamnée si elle ne s'étendait pas, les révolutionnaires russes s'attelèrent directement à la construction de la IIIe Internationale. *Nous pensons qu'il est fondamental, pour se donner une chance de gagner nos combats à venir, d'étudier les leçons de la plus grande révolution de notre histoire : celle qui a vu notre classe, avec ses organisations, balayer la bourgeoisie et exproprier le capitalisme.*

Le grand acquis de la Révolution russe d'octobre 1917 a toutefois été dévié une dizaine d'années après par une bureaucratie qui a rogné l'instrument essentiel de la lutte du parti bolchevique, la démocratie ouvrière, ce qui a mené Trotsky à la fondation de la IVe Internationale. Actuellement, le capitalisme a repris ses « droits » ravageurs sur toute la planète. *Mais la nécessité pour notre classe, pour l'immense majorité des gens, de construire la seule alternative réaliste au capitalisme, la société socialiste, reste plus que jamais à l'ordre du jour.*

Intervenir ensemble dans les petites luttes comme dans les grandes pour construire une alternative révolutionnaire, une alternative politique indépendante, pour et par notre classe ;

Une alternative politique ici et maintenant, mais sans jamais perdre de vue que notre lutte ne peut se limiter aux secteurs les plus privilégiés de notre classe ni aux frontières nationales ;

Une alternative politique qui s'appuie sur l'expérience accumulée au cours de toutes nos luttes, de nos victoires comme de nos défaites.

Tel est le défi auquel nous devons faire face aujourd'hui. ■

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles

Combattre les mesures d'austérité :

Seule notre organisation nous mènera à des victoires

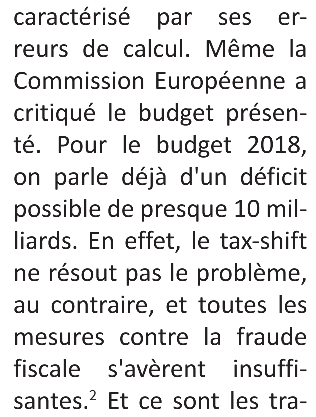
Le budget 2017 a été approuvé par la coalition gouvernementale le 14 octobre dernier après quelques tensions apparentes entre partenaires pour déterminer comment répondre à un « trou » de 4,2 milliards. Les formules et les rôles de chacun sont déjà connus : quelques taxes supplémentaires, l'allègement des charges du travail, la politique concernant les travailleurs sans emploi, etc.

Le budget 2017 : une nouvelle charge contre les travailleurs et les travailleuses.

Ce budget fait apparaître plus particulièrement deux mesures très importantes pour notre classe : la réduction des dépenses de la sécurité sociale (900 millions) et le passage en force de la loi Peeters, qui flexibilise, en l'annualisant, le temps de travail et permet ainsi de passer à la semaine de 45 heures.

Certains ministres prennent une posture plus « à gauche » ou « en défense des intérêts de la population » alors que d'autres prononcent des discours plus durs, contre ceux qui « profitent du système ». Mais dans le fond, l'objectif est le même : intensifier l'exploitation des travailleurs et assurer les bénéfices des patrons et des multinationales, au prix de la misère pour la population.

La FEB ne s'y trompe pas en parlant d'un « redémarrage intelligent ». Elle se réjouit, selon ses propres intérêts de classe, de la réduction des dépenses et de la flexibilisation du marché du travail : « *Les employeurs ne seront par exemple pas tenus de payer un sursalaire à leurs travailleurs prestant plus de 40 heures par semaine dans le cadre de l'annualisation du temps de travail.* »[1]





Ce gouvernement s'est caractérisé par ses erreurs de calcul. Même la Commission Européenne a critiqué le budget présenté. Pour le budget 2018, on parle déjà d'un déficit possible de presque 10 milliards. En effet, le tax-shift ne résout pas le problème, au contraire, et toutes les mesures contre la fraude fiscale s'avèrent insuffisantes.[2] Et ce sont les travailleurs qui payeront cash ces politiques d'austérité, inefficaces, même du point de vue de la bourgeoisie.

La Belgique dépense de l'argent dans l'achat d'armement, dans des interventions militaires, dans les voyages princiers, dans la militarisation de nos rues, dans des cadeaux aux patrons. Et on nous dit, par contre, qu'il n'a pas d'argent pour nos salaires. C'est un mensonge ! Ce sont les politiciens au gouvernement qui décident comment dépenser cet argent, et le bien-être de la grande majorité de la population ne fait pas partie de leurs priorités politiques !

Les services publics sont démantelés et libéralisés au profit du privé. La SNCB, par exemple, prétend supprimer des accompagnateurs sur certaines lignes sans prendre en compte leur importance pour la sécurité des usagers. 7000 postes de travail seront supprimés d'ici 2019 et d'autres licenciements dans le privé annoncent des pertes de milliers d'emplois, comme chez Caterpillar, ING... Il n'y a aucune perspective pour notre classe dans la mise en œuvre du programme gouvernemental.

A la recherche d'alternatives

Les récents sondages montrent que la population sanctionne les partis traditionnels et le gouvernement dans ses intentions de vote. Ce n'est pas étonnant que le PTB, vu comme une alternative par la population, gagne un espace important. Ce fut aussi le cas avec le CETA et Paul Magnette, ancien ministre de la Mobilité. Il est parvenu à canaliser une mobilisation importante qui voyait en lui une alternative. Et même s'il a par la suite signé cet accord, il a gagné beaucoup de sympathie dans la population.

En effet, notre classe cherche des alternatives. Des manifestations avec des milliers des personnes ont lieu, des luttes et des grèves exemplaires du point de vue de la combativité sont menées, comme celles de la SNCB, des gardiens de prison, et tout récemment la manifestation du non-marchand, qui a réuni vingt mille personnes. Notre mobilisation reste cependant inefficace pour faire plier le gouvernement, et certains se tournent donc vers des alternatives électorales, des parlementaires ou des personnalités politiques, pour se faire représenter. Certains croient que la mobilisation n'apporte rien.

Nous croyons, par contre, que la mobilisation, les grèves et les actions sont

notre meilleure arme de lutte. Le problème est de savoir qui prépare nos luttes, comment et avec quelle perspective.

Ces deux dernières années, le gouvernement a appliqué des réformes s'attaquant frontalement aux conditions de vie des travailleurs. Et malgré l'ampleur de l'assaut, la réponse de notre classe n'a pu arrêter aucune de ces mesures. La situation actuelle en est le reflet : 900 milliards sont pris de la sécurité sociale et aucune réponse ne s'organise au niveau des directions syndicales. Nous ne pouvons pas avoir confiance dans ces directions, nous ne pouvons pas attendre.

Nous ne pouvons que nous préparer à plus de précarisation et plus d'attaques contre nos conditions de vie. Et c'est une logique que nous ne pouvons pas accepter. Pas de fatalisme de la réalité de l'équilibre budgétaire, de la dette légale ou illégale ! Arrêtons de négocier ce que nous allons perdre !

Nous devons nous battre pour des revendications concrètes, qui dépassent la seule exigence, cher aux directions syndicales au niveau fédéral, de « rouvrir le dialogue ». La grève générale, qui a assuré dans l'histoire les principales victoires de notre classe, devient un mot vide de sens dans la bouche de ces dirigeants. Ils annoncent une grève qui peu après est annulée, pour ensuite appeler à une autre, dans le futur, on ne sait pas quand, peut-être... S'ils continuent à mener la lutte de cette façon, non seulement nous allons tout perdre, mais nous nous retrouverons avec des combattants complètement démoralisés et des travailleurs n'ayant plus aucune confiance en leurs propres forces.

La possibilité de gagner par nos luttes dépend de notre préparation. Comment pouvons-nous – avec nos organisations de base, le syndicat d'entreprise, notre délégation – organiser des assemblées et préparer notre participation ? Elaborons des revendications et des exigences à discuter avec nos collègues, nos voisins de quartiers, les jeunes précarisés, qui sont de plus en plus exclus de tout droit social. Rendons-nous auprès des travailleurs en lutte, développons les liens entre délégués combatifs, sans attendre les permanents et autres fonctionnaires de l'appareil syndical.

Chute du gouvernement ?

Contrairement à ce qu'affirment certaines organisations de gauche ou certains dirigeants syndicaux, nous ne croyons pas que ce gouvernement soit fragile ou qu'il pourrait tomber. Certes, des scandales ou des crises sont souvent annoncées dans les médias : visas, kazakhgate, ou tout récemment, la nouvelle de la présence de De Wever lors d'une réunion de la cellule antiterroriste au Ministère de l'Intérieur. Mais rien de cela ne remet en question la politique du gouvernement, qui reste solide derrière ses objectifs d'austérité.



Dans les faits, qui pourrait faire tomber ce gouvernement aujourd'hui ? Le PTB, qui ne cherche qu'à augmenter le nombre de ses élus au Parlement ? Malgré le fait qu'il s'affiche devant les travailleurs, il ne mobilise pas ses membres autour des luttes importantes comme celles à la SNCB ou chez Caterpillar, pour ne citer que deux exemples.

Et qui va remplacer ce gouvernement et comment ? C'est une question à laquelle ne répondent pas ceux que crient à sa chute.

Construire une alternative syndicale et politique

Nous devons redonner de la force à nos luttes, tout dépend de cela. Le retrait du plan du gouvernement, la défense de nos services publics, la création d'emplois, et même la chute du gouvernement ou l'imposition d'élections anticipées, si cela est à l'ordre du jour, ne peuvent être que le résultat de l'organisation et de la mobilisation des travailleurs. Les partis de gauche au parlement ou les directions syndicales sont-ils capables d'organiser et de mobiliser notre classe ? Ils ont montré que non, qu'ils ne nous représentent pas, que nous ne pouvons plus leur faire confiance et que les travailleurs ont besoin de faire émerger, à la chaleur de leur mobilisation, de nouvelles directions.

Nous ne parlons pas de quitter le syndicat. La vraie force, c'est nous, la base, ceux et celles qui n'ont à gagner, dans l'organisation syndicale, que la possibilité de lutter ensemble. Nous devons nous débarrasser des directions traîtres, coordonner nos initiatives, nos comités, défendre nos camarades contre la répression du patronat et des directions syndicales. Nous devons nous unifier à la base et avancer dans notre organisation, quelle que soit la forme que cela va prendre. Nous devons faire du syndicat un outil pour notre organisation et la mobilisation à la base.

La lutte doit avancer également sur le plan politique. Mais il ne s'agit pas de créer un nouveau « relais des travailleurs » au Parlement, comme le PS l'a toujours revendiqué, et comme le PTB cherche aujourd'hui à l'être à sa place. Nous devons construire un parti au quotidien, un parti qui grandit dans les luttes et les mobilisations, pas seulement dans les sondages électoraux. Un parti qui se met à la tête de ces luttes et cherche à les unifier. Un parti que ne cherche pas à « humaniser le capitalisme » ou à rendre l'UE « plus sociale », mais qui se bat pour détruire l'UE capitaliste et tous ses plans d'austérité. Un parti qui se bat pour des victoires pour notre classe, qui défend ouvertement la nécessité de détruire le système capitaliste et qui revendique l'organisation de la classe ouvrière pour avancer dans cette tâche et construire une société sans exploitation. ■

1 Déclaration de Peter Timmermans du 18.10.2016.
2 La Libre, 03.12.2016.

Non à Trump ! Descendons dans la rue, partout dans le monde, le 20 janvier !

L'élection de Donald Trump, un populiste réactionnaire d'extrême droite, est à la fois un symptôme et un tournant dans l'historique crise politique qui existe aux Etats-Unis. La polarisation de la lutte de classes est déjà en train de donner lieu à des manifestations sans précédent lors de l'investiture d'un nouveau président élu et peut générer, dès le premier jour, de grandes luttes pour faire face à ce gouvernement de droite.



Après huit ans de gouvernement, la farce du « visage humain » d'Obama s'est révélée être un mensonge. Maintenant, avec Trump, le vrai visage oppressif et brutal de l'impérialisme se dévoile à travers le monde. Il est donc temps d'unifier les luttes contre le gouvernement impérialiste de Trump aux Etats-Unis et dans le reste du monde.

En outre, pour la première fois depuis des décennies, le système politique à deux partis est confronté à une profonde crise: les deux partis bourgeois traditionnels, le démocrate et le républicain, ont massivement perdu le soutien populaire, en particulier celui du secteur ouvrier industriel de la classe travailleuse, et celui des immigrés et des jeunes. Depuis les élections, de nombreux jeunes de la classe ouvrière, en particulier les Latinos, sont sortis de leurs écoles et sont descendus dans la rue pour protester contre Trump. Et ils ont commencé rapidement à organiser, localement et à l'échelle de tout le pays, des protestations contre son investiture le 20 janvier. Cet appel à l'action a été repris par les secteurs les plus actifs du mouvement syndical, et il existe également un appel pour une *Marche de femmes*, le 21 janvier à Washington D.C.

Il est nécessaire d'organiser le 20 janvier des manifestations à travers le monde contre l'impérialisme étasunien, pour soutenir les travailleurs, les jeunes, la communauté des immigrés, des Noirs et des musulmans qui s'engagent dans la lutte, non seulement aux Etats-Unis, mais dans le monde entier. Il faut donc, plus que jamais, descendre dans la rue le 20 janvier et démontrer dans la lutte que la classe ouvrière est internationale, et que, s'ils touchent à l'un d'entre nous, ils nous touchent tous. Dans la lutte contre Trump, nous construirons une alternative de direction pour le mouvement ouvrier, indépendante du Parti démocrate.

Le nouveau gouvernement de Trump s'annonce comme une menace pour la classe ouvrière mondiale et pour la planète.

La nouvelle administration de Trump s'annonce comme l'une des plus réactionnaires, racistes, misogynes, anti-ouvrières et agressivement impérialistes élues aux Etats-Unis depuis des décennies. Un ancien PDG de Goldman Sachs, Steven Mnuchin, dirigera le département du Trésor ; le PDG d'Exxon, Rex Tillerson, a été nommé Secrétaire d'Etat ; le PDG d'une chaîne de restaurants fast-food (CKE Restaurants), qui paie des salaires de misère, Andrew Puzder, sera ministre du Travail ; le fonctionnaire en charge de l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA), Myrin Ebell, ne croit pas au changement climatique et soutient un plan énergétique basé sur les combustibles fossiles ; et enfin, une millionnaire qui défend la privatisation de l'éducation (Betsy DeVos) dirigera le ministère de l'Education. Selon la publication économique *Quartz*,[1] les 17 membres nommés pour l'Exécutif – le plus riche de l'histoire étasunienne, avec une fortune combinée de 9,5 milliards de dollars, ou même, selon d'autres médias,[2] 35 milliards – gagnent plus d'argent que 43 millions de foyers étasuniens (le revenu moyen étant de 55.000 dollars par an).

La nouvelle administration comprend également plusieurs généraux de l'armée à la retraite, pour mettre un terme à la crise ouverte dans les rangs de l'appareil militaire suite à la défaite en Irak et en Afghanistan et au manque

de soutien pour les anciens combattants ; une crise qui s'est manifestée clairement lorsque plusieurs centaines de vétérans de l'armée se sont engagés dans le combat de Standing Rock contre le gouvernement yankee.

En outre, plusieurs secteurs de l'extrême droite et du fascisme sioniste sont représentés dans le nouveau gouvernement : le nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Israël, David Friedman, lié à l'extrême droite israélienne, qui est en faveur de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël ; le suprématiste blanc Jeff Sessions, nommé procureur général et ministre de la Justice ; et enfin, l'idéologue d'extrême droite Steve Bannon, proposé comme Directeur de stratégie et Conseiller du Président.

L'administration de Trump prépare un large éventail d'attaques, contre les syndicats ; contre la lutte pour les 15 dollars ; contre le droit à l'avortement ; contre la lutte contre la brutalité policière et pour la réforme du système pénitentiaire ; contre les peuples indigènes américains qui défendent leurs terres ; contre la revendication d'un système de santé et d'éducation publique de qualité et gratuit et pour une transition énergétique éco-socialiste.



Cependant, l'impact de l'élection de Trump sera non seulement ressenti aux Etats-Unis, mais aussi dans le monde entier. Les Etats-Unis sont toujours actuellement la principale puissance impérialiste, qui contrôle les principales multinationales et dispose de l'appareil militaire le plus fort. Le slogan de Trump "Let's Make America Great Again" est basé sur une idéologie nationaliste, raciste et agressive, où « l'Amérique » (c'est-à-dire les Etats-Unis) est posée comme une entité supérieure qui a le droit d'opprimer, d'envahir, de surexploiter ou d'éliminer à son gré n'importe quel peuple ou nation.

Ce sera notre combat unitaire, dans les lieux de travail et dans la rue, qui déterminera si ces importantes attaques prévues par Trump peuvent être effectivement mises en place. Nous voulons avertir les syndicats, les groupes communautaires, les mouvements sociaux et les groupes de gauche, que nous devrons nous battre dans la période à venir, et qu'il est important de le faire en construisant un front de lutte uni, indépendant et démocratique.

Construire une nouvelle direction pour le mouvement de masse, pour lutter contre Trump

Il existe une crise majeure au sein du Parti démocrate, qui représente une occasion historique pour les travailleurs et la gauche révolutionnaire de se battre pour une direction alternative. Mais il y a aussi une crise de direction dans le mouvement syndical : les travailleurs de base se sont rebellés contre la direction de l'AFL-CIO, qui a massivement soutenu Clinton sans jamais discuter avec la base et qui n'a pas bougé le petit doigt face aux résultats dévastateurs des politiques néolibérales défendues et mises en œuvre par le Parti démocrate au cours de ces trente dernières années.

Aujourd'hui, les dirigeants du mouvement syndical ne savent pas quoi faire et sont paralysés. Le Parti démocrate essaie de « travailler avec Trump » sur les « bons » points de son programme, ceux qu'ils considèrent comme bénéfiques pour « le peuple laborieux » – en ignorant le programme et l'idéologie anti-immigrés, anti-Noir, anti-musulman et machiste de Trump, comme si ces gens ne faisaient pas partie, eux aussi, de la classe ouvrière !

Néanmoins, les jeunes et différents secteurs de la classe ouvrière qui rejettent massivement Trump et n'ont jamais été de grands partisans de Clinton sont à la recherche d'une issue pour lutter et pour s'organiser. Nous sommes dans une situation paradoxale et similaire à celle des manifestations de masse des immigrés en 2006, de la rébellion du Wisconsin ou du mouvement Occupy, ou encore celle des manifestations de plus en plus récurrentes contre les violences policières et les déportations : de nombreuses manifestations sont en train de se préparer localement contre l'investiture de Trump, mais aucune organisation de poids à l'échelle nationale n'a appelé au combat. C'est une expression de la crise de direction, ainsi que de la réorganisation des secteurs de la classe qui veulent se battre.

C'est une expression de l'absence d'une direction, et du besoin urgent d'organiser les secteurs de la classe qui veulent se battre. Il faut promouvoir dans chaque syndicat, dans les sections locales, dans chaque comité de lutte, le combat pour unir les organisations qui luttent et pour rompre avec le Parti démocrate.

C'est aussi une opportunité pour les militants socialistes honnêtes et révolutionnaires, qui sont résolument engagés dans l'organisation indépendante et démocratique de notre classe, de construire et de développer des structures indépendantes qui favorisent la lutte unitaire et l'organisation par la base.

Mobilisons-nous contre Trump, et au cours de ce processus, commençons à construire une alternative de direction pour les travailleurs, indépendante du Parti démocrate !

Construisons ensemble les mobilisations de janvier 2017

En Californie, les appels pour l'action du 20 janvier ont été soutenus par de multiples organisations étudiantes de l'Université de Californie (9 campus), le City College de San Francisco, la coalition des Educateurs Contre Trump (qui réunit des professeurs et des étudiants à San Francisco) et la coalition communautaire d'Oakland (Projet Contre la Terreur Policière) dirigée par le mouvement afro-américain. Ils ont tous comme objectif de mener des actions coordonnées à San Francisco et à Oakland au cours de ces journées. Des organisations communautaires à los Angeles et San Diego proposent également divers actes de protestation ce 20 janvier.

Jusqu'à présent, différents syndicats ont adopté officiellement l'appel : UAW 2865 (Syndicat des travailleurs académiques de l'Université de Californie), UESF (enseignants de San Francisco), UTR (enseignants de Richmond) ; et d'autres, comme IL WU Local 10 (travailleurs portuaires) prévoient d'appuyer officiellement les appels. Le Conseil du Travail du Comté d'Alameda (à l'Est de la Baye de San Francisco), qui représente plus de 100.000 travailleurs répartis dans une centaine de syndicats locaux, a adopté une résolution le 5 décembre « *appelant chaque affilié à participer à la journée d'action du 20 janvier pour montrer notre pouvoir, notre unité et notre solidarité en organisant des actions autour de conflits du travail existants et en invitant tous les membres à participer et à soutenir ceux qui désirent participer aux protestations contre l'investiture* ». Les militants syndicaux de la zone qui organisent des actions ont formé un collectif de base, Labor Rising (Against Trump) qui est en train de croitre et de construire une base dans divers syndicats.

Il est certain que la Californie ne sera pas le seul Etat dans lequel des protestations auront lieu le 20 janvier, bien qu'elle semble constituer le centre de résistance de par la proportion de latinos et d'afro-américains qui furent férocement attaqués par Trump et ses acolytes durant la campagne. Sur la côte Ouest, les étudiants de Washington organiseront également des manifestations, et à Seattle, des conseils communautaires pour organiser la résistance sont en train de se former. A Chicago, New-York, Baltimore et Washington D.C., plusieurs appels à l'action ont été lancés sur les réseaux sociaux par différents secteurs.

Peu après les élections, un appel indépendant pour organiser une *Marche de femmes* contre Trump et pour les droits des femmes fut lancé pour le 21 janvier à Washington D.C. Cet appel ne vient d'aucune organisation de femmes connue, ce qui n'est pas une surprise puisque NOW et les autres organisations se sont mises sous la tutelle du Parti Démocrate au cours des dernières décennies.

L'appel à manifester s'organise autour de la consigne « *les droits des femmes sont des droits humains* » et affirme répondre à la rhétorique et aux débats de la champagne électorale dans laquelle « *beaucoup d'entre nous – femmes, immigrées en tout genre, avec des religions diverses mais en particulier musulmane, les personnes qui s'identifient comme LGBTQIA, natives, Noires, latinos, handicapées, pauvres et victimes d'abus sexuel– nous sommes senties insultées, diabolisées et menacées* ». Différentes marches locales seront organisées pour ceux et celles qui ne peuvent se rendre à Washington D.C.

Quant au programme, celui de la Marche est démocratique-bourgeois, celui de la parité et de l'égalité, sans aucune analyse réelle de classe (ou de race) : « *Nous n'arrêterons pas jusqu'à ce que les femmes obtiennent la parité et l'égalité à tous les niveaux de direction de la société. Nous travaillerons pacifiquement alors que nous reconnaissons qu'il n'y aura de véritable paix tant qu'il n'y aura pas de justice et d'égalité pour toutes.* »

Malgré nos différences programmatiques avec l'appel, il est très important de mobiliser et de participer dans ces différentes manifestations avec un contingent séparé, indépendant, précisément pour y faire connaître aux secteurs des travailleurs, et en particulier aux femmes immigrées notre programme d'action et de revendications et pour nous joindre à l'action unitaire.

Il y a donc, pour le moment, deux journées d'action nationale :Le 20 janvier, pour protester contre l'investiture de Trump comme président ;

Le 21 janvier, avec une grande Marche nationale des femmes à Washington D.C., et diverses marches locales.

Nous nous engageons à construire ces actions nationales et à proposer des mobilisations unitaires dans le monde entier le 20 janvier. Nous voulons organiser des protestations avec les syndicats, les mouvements contre l'oppression impérialiste du gouvernement étatsunien et les organisations de gauche. Il y aura des manifestations dans les rues contre Trump. Nous lutterons contre l'impérialisme nord-américain et la domination des multinationales dans nos pays respectifs.

Secrétariat International - LIT-QI
20 décembre 2016

---

1 http://qz.com/862412/trumps-16-cabinet-level-picks-have-more-money-than-a-third-of-american-households-combined/#int/words=dinner_supper&smoothing=3

2 http://www.politico.com/story/2016/11/donald-trump-cabinet-billionaires-millionaires-231831

A bas le gouvernement de Trump !

Construisons une résistance unifiée contre les attaques envers la classe ouvrière et les communautés opprimées !

Pour une nouvelle direction pour les travailleurs, indépendante du Parti démocrate !

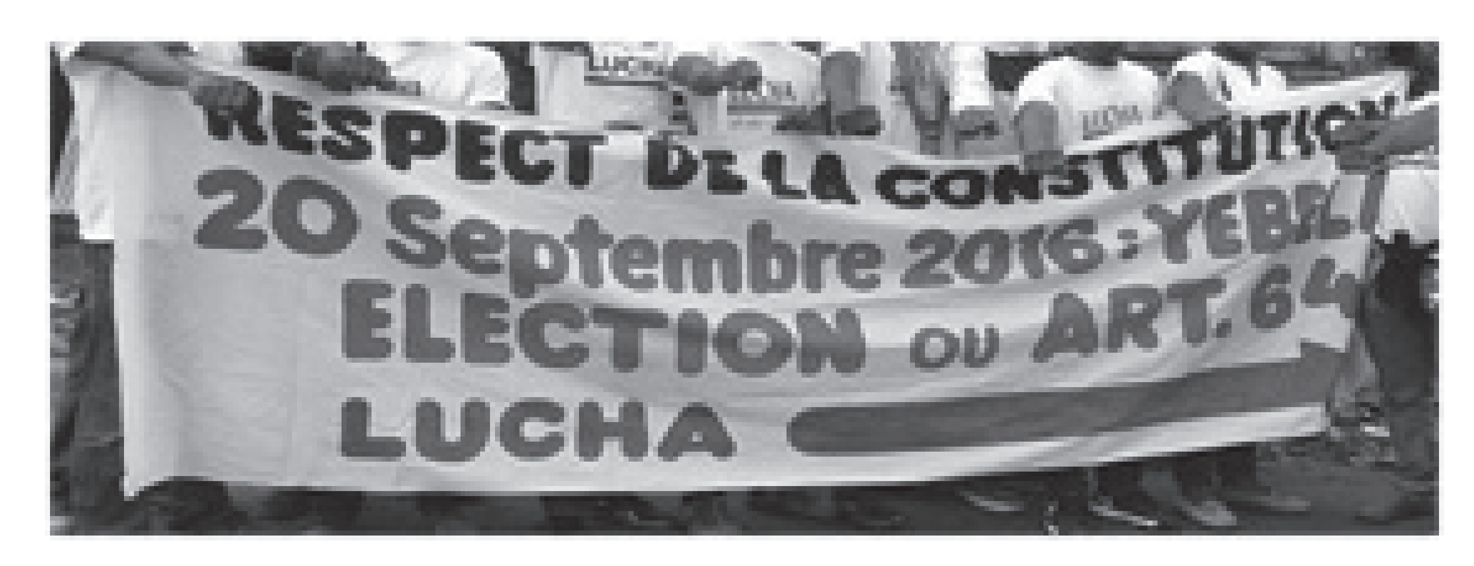
Rejetons l'impérialisme étatsunien et ses interventions militaires dans le monde !

Rejetons la domination des multinationales !

Non au payement de la dette externe !

République Démocratique du Congo

Kabila dégage !
Stop à la répression !



Ce lundi 19 décembre, une partie de l'opposition congolaise appelait la population à manifester pour exiger que le président Joseph Kabila respecte la Constitution de République Démocratique du Congo (RDC) – qui limite l'exercice du pouvoir à deux mandats de cinq ans maximum – et quitte le pouvoir.

Selon le rapport de la Commission électorale (CENI), l'organisation d'élections serait impossible dans le délai fixé. Effectivement, ce n'est pas une mince affaire d'organiser le scrutin dans cet énorme pays, mais les difficultés sont connues depuis cinq ans. Et elles ne sont qu'une excuse pour Kabila et son entourage, qui ne veulent à aucun prix céder le pouvoir. La mascarade de dialogue national, organisée avec une partie de l'opposition en septembre dernier, a alors abouti à l'octroi d'une prolongation du mandat du président, jusqu'en 2018 !

Joseph Kabila est arrivé au pouvoir après l'assassinat de son père en 2001 et n'a été élu qu'en 2006 pour continuer pendant cinq ans. En 2011, des élections frauduleuses lui ont permis de rempiler pour encore cinq ans, en dépit des grandes manifestations de l'opposition, violemment réprimées. La Constitution l'empêche maintenant de briguer un troisième mandat. Qu'à cela ne tienne : en 2015, il a essayé de la changer, mais des manifestations insurrectionnelles dans tout le pays ont fait échouer la manœuvre, en dépit d'une répression qui a fait plus de quarante morts et un nombre indéfini d'arrestations lors de rafles sur les campus. Depuis lors, l'Agence Nationale des Renseignements (ANR) du régime dictatorial de Kabila bloque et réprime toute opposition.

Le régime craint que la population envahisse les rues à partir du 19 décembre, date de la fin constitutionnelle du mandat du président. En effet, l'Afrique est elle aussi traversée par le souffle des révolutions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. En 2014, au Burkina Faso, la population est massivement descendue dans la rue pour mettre fin au règne du président Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans. Et le régime en RDC se prépare donc en 2016 à un scénario sanglant comme au Burundi, où la grande vague de contestation populaire d'avril 2015 a été noyée dans le sang.

Le clan Kabila s'accroche au pouvoir afin de continuer à s'enrichir, alors que la population est dans une misère totale. Dans un pays qui possède les principales réserves de minerais précieux du monde et est de ce fait pillé par les multinationales européennes, américaines et chinoises, l'espérance de vie est de 55 ans. Cela n'est possible que parce que le pouvoir en place dirige le pays d'une main de fer, avec une police et une armée formées par l'Europe et les Etats unis et appuyées par la plus grande mission de l'ONU, la Monusco. La Belgique participe directement à la formation et à l'encadrement des forces armées à travers les missions européennes EUROPOL et EUSEC. L'objectif est clair : soutenir la base du régime dictatorial, ses forces armées, pour maintenir un climat propice pour l'extraction des matières premières. Bref, maintenir l'ordre pour faire du business. Malgré les larmes de crocodile versées par les dirigeants de la soi-disant communauté internationale, tout est fait pour que le pillage du Congo continue.[1]

A l'approche du 19 décembre, le régime est inquiet. Ces dernières semaines, il a ordonné la coupure et le filtrage des réseaux de communication, déployé des blindés dans les rues, intensifié les arrestations d'opposants. Tout cela pour empêcher les organisations de l'opposition de mobiliser, ainsi que pour empêcher la diffusion de la répression programmée. Le groupe *Lucha* a appelé la population à ne pas répondre aux provocations de la police et à s'organiser, à partir du 19 décembre, pour pouvoir rester caché pendant plusieurs jours. Il appelle les policiers et les militaires à désobéir aux ordres de leur hiérarchie. C'est important, mais, connaissant la violence dont peut faire preuve le régime, **nous appelons les Congolais à s'organiser pour assurer la défense des manifestations.**

Nous appelons les militants des droits humains, les syndicats et les organisations de gauche à soutenir le peuple congolais dans son désir de démocratie et de liberté. Nous regrettons qu'en votant contre une proposition parlementaire qui exigeait l'organisation des élections, le Parti du Travail de Belgique (PTB) prenne clairement la défense du régime dictatorial de Kabila en mentionnant tout au plus qu'il est « certainement critiquable sur certains points ». Nous pensons qu'il fallait s'abstenir. Le texte a le mérite de mettre en avant une préoccupation légitime du peuple congolais : le respect de la constitution. Mais la vraie préoccupation des auteurs du texte est que le régime ne parvienne pas contrôler la situation et rende instable le climat propice au business. Et ce qui dérange réellement le PTB, c'est que, de ce fait, le texte prend position pour l'opposition alors que lui soutient Kabila. Le peuple congolais qui manifeste dans la rue, pour sa part, pense que Kabila doit dégager, point barre, et non que son régime est « sur certains points critiquable ».

En Belgique et partout ailleurs, mobilisons-nous pour soutenir la population congolaise.

1 Un article de janvier 2015 concernant la RDC est disponible sur notre site, onglet International/Afrique/République Démocratique du Congo.

Départ de Kabila et élections sous contrôle de la population et de ses organisations.

Liberté de tous les prisonniers politiques !

Jugement et châtiment pour les responsables de la répression !

Droit de manifestation, de réunion et d'association !

Retrait de toutes les troupes belges et étrangères de la RDC !

Les richesses du Congo doivent profiter au Congolais, pas aux multinationales !

Défense des combattants réprimés

Suite à une manifestation d'un groupe d'extrême-droite, Pegida, en mai 2015, et la réaction, à juste titre, d'un groupe antifasciste, un camarade anarchiste a été condamné, par l'Etat belge, à une amende et des travaux communautaires. Son crime : avoir arraché une pancarte des mains de Rudy Van Nespen, alors porte-parole de Pegida.

Qui plus est, plusieurs mois après la condamnation, la justice a encore enfoncé le clou en exigeant la prise d'un échantillon d'ADN pour clôturer l'enquête, une exigence justifiée par le fait d'avoir été condamné (pour « le vol d'un drapeau »). Il ne s'agit pas d'un clip mal fait, publié sur YouTube, mais bel et bien d'un fait réel mis en œuvre par la police locale de Berlaar-Nijlen.

C'est légal tout ça ? Plusieurs avocats consultés par le camarade n'étaient pas encore au courant de ce genre de lois qui, effectivement, autorisent maintenant un juge en Belgique à exiger la prise d'un échantillon d'ADN pour enrichir une base de données de soi-disant criminels. En cas de refus, la prise de l'échantillon peut se faire manu militari.

La solidarité en défense du camarade ne s'est pas faite attendre. Le 18 novembre dernier, le Centre anarchiste de Gand a organisé une soirée où l'enthousiasme des chants était accompagné de quelques interventions remarquées. Le message, accueilli par une cinquantaine de participants, était clair : la répression s'intensifie en Belgique et en Europe, en parallèle avec la recrudescence des groupes antifascistes.

Selon le camarade condamné : « *Cette tendance s'accélère de manière vertigineuse, dans le contexte de la terreur islamique ; et des mesures sont prises et des lois votées, qui vont nous ligoter tous. Un élément de cela est la collecte à vaste échelle de profils ADN, une mesure qui ne date pas d'hier, mais qui s'accentue actuellement, dans une évolution vers un Etat policier de "big brother watching you". S'approprier mon matériel génétique (le mien comme de celui de n'importe quel voisin) et le conserver pour trente ans dans une base de données, pour moi, ça dépasse les bornes.* »

Et le camarade nous a expliqué que son cas n'est nullement un cas isolé. Plusieurs camarades anarchistes de Bruxelles sont aussi sous la loupe, sous couvert du mot-clé à la mode de *terrorisme*. Entre 2008 et 2014, l'Etat belge a mené une grande enquête concernant les luttes contre les centres fermés, contre la fermeture des frontières, etc. Et actuellement, cet Etat veut traîner en justice une douzaine de camarades anarchistes et antiautoritaires dans ce cadre.

NON à la répression de la lutte du peuple !
Solidarité avec les camarades poursuivis !

La mort de Fidel Castro

Fidel Castro est décédé dans la nuit du 25 novembre 2016 et sa mort a suscité une importante réaction à l'échelle mondiale. Il a dirigé la révolution qui a renversé le dictateur Fulgencio Batista en 1959, une révolution qui, à partir de 1960, a construit le premier Etat ouvrier en Amérique latine, à quelques encablures des côtes des Etats-Unis.



Comme résultat de cette révolution, le peuple cubain a gagné d'importants acquis qui se traduisirent en grandes avancées en matière de plein emploi, de nutrition, de santé et d'éducation, ce qui a éliminé ou réduit au minimum des fléaux sociaux du capitalisme. Sur ces terrains, Cuba a dépassé des pays latino-américains beaucoup plus développés tels que le Brésil, le Mexique ou l'Argentine. Nous avons ainsi la preuve de l'immense potentiel de l'économie planifiée, de la socialisation des grands moyens de production et du monopole étatique du commerce extérieur, même dans un pays pauvre comme Cuba, qui est devenu l'expression d'une alternative possible à travers la lutte.

La révolution cubaine et ses acquis ont fait de Fidel l'une des personnalités politiques les plus influentes de la seconde moitié du 20e siècle, et certainement la principale référence de la gauche latino-américaine. A cause de ce prestige, des millions de gens – à Cuba, en Amérique latine et dans le monde – pleurent la mort de l'ancien leader, qu'ils considèrent comme le symbole de cette révolution. Nous comprenons cette douleur et nous sommes solidaires avec elle, car pour ces gens, un dirigeant révolutionnaire est mort.

Notre courant moréniste était un grand sympathisant et défenseur de la révolution cubaine, depuis les années '60. Cela ne nous a toutefois pas empêché de critiquer durement la direction castriste, car cet Etat ouvrier était gouverné par un régime bureaucratique et répressif, sans véritables libertés pour les travailleurs et les masses, telles que la constitution de partis politiques en marge du Parti communiste ou de syndicats indépendants de ceux autorisés par le gouvernement.

Nous avons ainsi critiqué cette direction quand elle a adopté – à partir de son intégration dans l'appareil stalinien mondial – la stratégie du socialisme dans un seul pays et de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, une stratégie qui cherchait à freiner les révolutions qui explosaient de par le monde. Au Nicaragua par exemple, en 1979, la direction sandiniste a dirigé une révolution triomphante contre la dictature d'Anastasio Somoza, très semblable à révolution cubaine. Dans ce contexte, le gouvernement sandiniste consulta Fidel Castro (qu'elle considérait comme sa direction) ; la réponse de Fidel fut de « ne pas faire une autre Cuba », c'est-à-dire de ne pas avancer sur le chemin de l'expropriation et du socialisme. Nicaragua est resté capitaliste, et le sandinisme est devenu un parti bourgeois, corrompu et répressif.

Cette intégration à « l'ordre mondial » s'est approfondie depuis la fin des années 1990, quand Fidel et la direction castriste elle-même ont restauré le capitalisme à Cuba. Cette réalité, aujourd'hui objectivement indéniable, a eu de profondes conséquences. Tout d'abord, Cuba a cessé d'être un pays indépendant de l'impérialisme et est entré dans un processus avancé de semi-colonisation, d'abord par l'impérialisme européen, ce qui a ouvert par la suite les portes aux investissements de l'impérialisme yankee. Ensuite, la direction castriste (celle-là même qui avait dirigé la révolution) est devenue une nouvelle bourgeoisie vénale, associée et subordonnée à l'impérialisme. Enfin, à partir de la restauration capitaliste, cette direction a commencé à attaquer et à éliminer les grands acquis de la révolution. Et les fléaux du capitalisme, tels que le chômage et la prostitution massifs, qui semblaient être surmontés, réapparaissent actuellement.

Conformément à cela, et en contraste frappant avec son passé rebelle, Fidel et la direction castriste ont intensifié à l'extrême leur rôle de défenseurs de « l'ordre mondial ». Ces faits – le transfert de souveraineté et le rôle politique adopté – se sont clairement manifestés lors des réunions et étreintes avec Barack Obama et avec le pape François. Ce n'est pas par hasard que ce dernier a déploré la mort de Fidel.

Nous savons que ces positions sont très controversées et ne sont pas partagées par la majorité de la gauche, avec laquelle nous avons discuté dans de nombreux textes. Mais au-delà des divergences dans le débat, il existe cette mauvaise tradition de taire les critiques au moment de la mort. Cette tradition n'est pas la nôtre : nous respectons la douleur des millions de personnes qui ont vu Fidel comme leur chef. Mais, au-delà de ce respect, nous croyons aussi que la vérité est révolutionnaire et qu'il ne faut pas garder le silence, même dans les moments les plus douloureux.



Voilà pourquoi nous revendiquons le Fidel qui a fait face à l'impérialisme, qui a exproprié, avec les travailleurs cubains, la propriété privée des moyens de production, qui a créé le premier Etat ouvrier en Amérique latine. Et nous ne revendiquons pas le Fidel qui a empêché l'expropriation, en d'autres mots l'approfondissement de la révolution, au Nicaragua et en Amérique centrale. Nous ne revendiquons pas le Fidel du régime bureaucratique et totalitaire imposé sur l'île, ni le Fidel qui, avec son frère Raul et la bureaucratie cubaine, a restauré le capitalisme et a ouvert les portes aux multinationales. Actuellement, au moment précis où nous célébrons le centenaire de la Révolution ouvrière et socialiste en Russie, il est crucial d'énoncer cette vérité. Cela est crucial, car aujourd'hui plus que jamais, le capitalisme est en crise de tous côtés et mène l'humanité à la barbarie et la planète à la destruction, ce qui met à l'ordre du jour la nécessité de la révolution socialiste internationale.

En tant que LIT-QI, nous disons aux travailleurs et aux nouvelles générations que le stalinisme n'est pas synonyme de socialisme. La restauration tragique du capitalisme dans les pays qui ont fait des révolutions au 20e siècle et qui ont exproprié la bourgeoisie aurait pu être évitée si les travailleurs avaient disposés d'une nouvelle direction révolutionnaire, anti-impérialiste, internationaliste, anticapitaliste, soutenue par les organisations démocratiques des ouvriers, des travailleurs de la campagne et des villes, des exploités et des opprimés. Telle est la direction que nous sommes engagés à construire pour récupérer les enseignements du Parti bolchevik, le véritable pionnier de la révolution ouvrière et du socialisme.

Secrétariat international de la LIT-QI
28 novembre 2016

« La révolution anti-impérialiste et la socialiste ne doivent être qu'une seule révolution, parce qu'il n'y a qu'une révolution. Voilà la grande vérité dialectique de l'humanité : l'impérialisme, et face à lui le socialisme. »

Fidel Castro... **1961**.[1]

« A Nicaragua, il ne faut pas faire une autre Cuba.. »

Fidel Castro... **1979**.

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal ***En Lutte*** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de *20 EUR pour 10 numéros.*

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs BE06 9731 2913 4922* avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan 73 - Bte 10 1170 Watermael- Boitsfort

[1] *Voir* Presse Internationale *(le prédécesseur de* En Lutte*) n° 2, novembre 1996.)*

Syrie

Assad et la Russie transforment Alep en une mer de sang



Le chaos et la barbarie règnent à Alep. Ces derniers jours, de véritables scènes de terreur ont eu lieu dans les parties de la ville qui sont encore contrôlées par des groupes rebelles en lutte contre le régime tyrannique de Bachar el-Assad. Le nombre quotidien de morts est maintenant impossible à calculer, car les Comités locaux, qui faisaient ce dénombrement, sont actuellement fort désorganisés.

L'attaque se fait par voie terrestre et aérienne. Il y a des centaines de morts sous les bombardements ou par manque de nourriture et de soins médicaux. Un véritable massacre est en cours ; massacre dont les responsables (Assad, Poutine et les autres membres de la coalition qui soutiennent le régime) savent qu'ils peuvent continuer à agir en toute impunité et que la communauté internationale des Etats ne réagira pas.

La conquête d'Alep n'est possible que moyennant une politique de la terre brûlée : selon la Coalition Nationale Syrienne (CNS), plus de deux mille frappes aériennes ont été lancées sur la partie Est de la ville et alentours depuis le début de l'offensive le 15 novembre dernier, accompagnées de sept mille tirs d'artillerie. Cette offensive militaire est encore pire sur les écoles et les hôpitaux et détruit des quartiers entiers. C'est une politique de destruction systématique, une répétition de la destruction de Grozny, 16 ans plus tard, actuellement mise en œuvre par l'armée russe avec son armement sophistiqué et par l'armée syrienne qui bombarde avec des barrils d'explosifs. La conquête d'Alep et la victoire militaire du régime et de ses alliés ne peuvent que conduire à l'occupation du pays par les militaires étrangers : les Russes et les milices contrôlées par l'Iran et le Hezbollah.

L'occupation de toute la partie orientale d'Alep par les forces de l'armée syrienne, soutenues par les milices iraniennes, libanaises, irakiennes et afghanes, n'est peut-être qu'une question de jours. Les forces terrestres reçoivent le soutien de l'aviation russe et syrienne, qui continue de bombarder non seulement Alep, mais aussi Idlib, et ce malgré les déclarations du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, qui affirme que l'attaque contre Alep aurait été stoppée. Des dizaines de milliers de civils ont fui la ville au cours des derniers jours, mais il y a encore environ 100.000 personnes piégées dans les districts assiégés. Certaines familles refusent de quitter la ville et ce lundi 12 décembre s'y trouvaient encore environ huit mille combattants armés, membres de groupes d'opposition.

Plusieurs militants et journalistes rapportent que l'armée syrienne réalise des exécutions sommaires de membres présumés ou de partisans de groupes rebelles. Des centaines d'hommes entre 18 et 50 ans ont disparu. La tyrannie que nous observons, outragés, est un prélude à ce que sera le pays si Bachar el-Assad gagne la guerre.

Assad lui-même a déclaré dans une interview à un journal syrien proche du gouvernement que la guerre n'est pas finie. Même si la ville d'Alep est prise, une grande partie de la province restera encore aux mains des rebelles, ainsi qu'Idlib ou des zones de Damas. Sans parler des régions kurdes. Le prochain objectif serait Idlib, la seule capitale provinciale encore entre les mains des groupes d'opposition au régime. La Syrie restera entièrement divisée en zones contrôlées par différents groupes.

Un pacte avec l'opposition n'a jamais été la politique du régime. Assad et la Russie n'accepteront que la reddition inconditionnelle de tous les rebelles, ce qui, au moins pour l'instant, ne semble pas être le scénario le plus probable à court terme. Le régime syrien ne dispose pas non plus de forces armées unifiées sous son commandement. Il y a des dizaines de milices différentes qui, bien qu'en lutte contre les rebelles, répondent aux ordres de différents pays et factions politiques et religieuses.

La Russie et l'Iran sont les principaux responsables du massacre

Le régime syrien est entièrement contrôlé par la Russie et l'Iran. Assad a perdu toute capacité d'initiative et la majorité des contingents qui se battent en son nom sont des hommes étrangers. La Russie a décidé d'aller jusqu'au bout dans sa politique de : « soit Assad, soit le pays en flammes », au détriment des dizaines de milliers de morts et d'une destruction incalculable. Le régime syrien avait déjà fait quelque chose de similaire, mais à une échelle plus limitée, quand il écrasa la rébellion de Hama en 1982, en utilisant des gaz chimiques, au prix de plus de 20.000 vies humaines.

La Russie et l'Iran profitent d'une situation d'instabilité politique et économique dans les principaux pays impérialistes, en particulier l'Union européenne et les Etats-Unis, pour approfondir leur projet de maintenir et d'étendre leurs zones d'influence dans la région. Les revendications d'un secteur soi-disant « de gauche » à travers le monde, selon lequel ces pays représentent une sorte de « force alternative » à la domination des Etats-Unis, est totalement absurde et fausse. Il s'agit bel et bien de deux régimes autoritaires et sanglants qui ont pour objectif principal de continuer à gouverner dans leurs pays et à maintenir leur influence politique et leurs avantages économiques en Syrie et dans toute la région.

Les Etats-Unis et l'Union européenne assistent passivement au génocide syrien.

L'indignation concernant ce qui se passe en Syrie se fait d'autant plus vive lorsque l'on voit la passivité et l'hypocrisie avec lesquelles agissent les principales puissances impérialistes du monde, y compris l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elles laissent le régime d'Assad continuer à bombarder et à tuer le peuple syrien sans prendre la moindre mesure au-delà des déclarations dans les hémicycles, vides de sens et qui ne résolvent rien.

La rhétorique anti-Assad d'antan a cédé la place à des discours abstraits sur le fait de « trouver une solution pacifique ». On n'ose pas affronter la Russie – dans la pratique, on collabore avec elle – et on ne propose même pas des mécanismes de pression politique, moins encore des sanctions économiques, même timides, comme dans le cas de l'Ukraine. Il y a un accord contre-révolutionnaire de fond parmi tous les pouvoirs qui négocient l'occupation totale d'Alep. John Kerry, le secrétaire d'Etat yankee, a appelé Assad à la miséricorde et a exhorté les rebelles à quitter la ville.



Ensemble, mobilisons-nous chaque mardi de 18h à 18h30 devant la représentation russe auprès de l'UE à Bruxelles 31-33 bvd du Régent – Metro Art-Loi

La principale préoccupation de l'UE est d'arrêter le flux de migrants vers la « forteresse Europe » et il suffit donc que l'accord signé avec la Turquie se maintienne et qu'Erdogan remplisse sa part du contrat. Les principaux pays de l'UE sont « trop occupés » avec leurs problèmes internes pour se préoccuper de la vie des Syriens (la croissance électorale de l'extrême-droite, le Brexit, les référendums internes et, surtout, la guerre sociale contre les travailleurs pour surmonter la crise économique). La politique de l'UE concernant la Syrie – et en général concernant le Moyen-Orient – reste subordonnée à celle des Etats-Unis.

La priorité de ces gouvernements est de mettre en échec la révolution populaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et d'éviter toute victoire de celle-ci, même partielle et démocratique (telle qu'un changement de régime, par exemple), dans un pays de la région, ce qui signifierait une intensification majeure de l'actuelle situation mondiale d'instabilité. La raison fondamentale est que l'impérialisme veut à tout prix stabiliser la région, en acceptant qu'Assad et la Russie le fassent moyennant le génocide.

Mettre fin à l'offensive militaire et permettre l'entrée de l'aide humanitaire

Il n'y a pas d'issue au conflit syrien sans un changement de régime. Assad n'a aucune légitimité pour gouverner le pays, même pas dans les territoires qu'il contrôle, et moins encore dans les territoires contrôlés par les milices rebelles ou par d'autres groupes tels que la milice kurde et le soi-disant Etat islamique.

Sa puissance est basée sur la peur et la force brutale, tout cela avec le soutien de ses collaborateurs internationaux et la complicité des autres pays. Malheureusement, la crise syrienne est loin d'arriver à son terme. La guerre civile libanaise a duré 15 ans et nous enseigne qu'une situation comme celle de la Syrie peut se prolonger pendant de nombreuses années.

Il faut commencer dès maintenant une vaste campagne pour forcer le régime à arrêter les bombardements et les attaques au sol par les forces fidèles au dictateur syrien et à autoriser l'entrée de nourriture et de médicaments essentiels. Dans l'est d'Alep, il n'y a même pas un hôpital en fonctionnement. La situation est très précaire et pourrait se détériorer encore davantage.

D'autre part, il est plus que jamais nécessaire d'envoyer des armes aux rebelles syriens afin qu'ils puissent se défendre eux-mêmes et la population civile dans les zones où ils se trouvent. L'occupation par l'armée syrienne d'Alep orientale, de Homs et de zones de Damas, ainsi que d'autres villes auparavant dans les mains des rebelles ou de Hama, n'a été possible qu'à cause de l'isolement total imposé aux groupes qui s'opposent à Bachar el Assad ; ce dernier a utilisé toutes sortes d'armes et

de bombes alors que les rebelles se sont défendus avec de vieux fusils de courte portée.

Les rebelles ne sont pas des terroristes.

Le discours du régime de Damas, de la Russie et de l'Iran affirme que tous les rebelles qui luttent contre Bachar el-Assad seraient des terroristes.

C'est un mensonge. La plupart des rebelles sont des Syriens qui ont été forcés de s'armer pour se défendre contre la violence utilisée par les forces armées syriennes contre les manifestations pacifiques qui ont commencé en mars 2011. La gauche castro-chaviste qui soutient Assad est complice de ce génocide.

Il est vrai que l'Etat islamique a profité de l'offensive d'Assad contre Alep, soutenue par la Russie, pour regagner la ville de Palmira dont il avait perdu le contrôle il y a huit mois.

Il est vrai que l'isolement de la révolution (imposé par la soi-disant « gauche » pro-Assad et impérialiste) a créé un vide politique, qui a été utilisé, dans de nombreux cas, par les pays de la région qui ont leur propre agenda. Cet agenda était très différent des valeurs qui faisaient l'essence même des manifestations qui ne demandaient d'abord que des réformes ponctuelles dans le régime et sont devenues par la suite une révolution populaire. Les monarchies du Golfe, ainsi que la Turquie, ont profité de cette situation pour financer leurs propres groupes.

Il y a cependant encore des dizaines d'initiatives civiles en Syrie – comme les Comités locaux, qui continuent à fonctionner, ou l'Aleppo Media Center, etc. –, des initiatives qui représentent l'esprit initial de la révolution et luttent pour maintenir les principes de justice, de démocratie et d'égalité pour lesquels des millions de Syriens sont descendus dans la rue au risque de leur vie. L'une des premières mesures de l'armée syrienne lors de son entrée dans la partie orientale d'Alep fut de chasser de la ville les Casques blancs, un groupe exclusivement dédié au sauvetage de la population touchée par les bombardements.

Différents groupes ont combattu côte à côte dans la bataille d'Alep, des groupes tels que Fatah al-Sham (auparavant al-Nusra, avec environ 10.000 combattants, dont 80% de Syriens), qui opère au sein de Jaysh al-Fateh (une coalition de groupes « islamistes » et « modérés »), et des groupes liés à l'Armée syrienne libre (ASL).

La crise de direction révolutionnaire revêt ici une importance terrible, dans la mesure où il n'y a pas une alternative stratégique pour la révolution.

Il est vrai qu'il y a eu également des affrontements entre les différentes milices de l'opposition, mais l'unité contre l'offensive du régime a prévalu. Si le groupe lutte contre Assad, il gagne rapidement le soutien populaire, car Assad est la principale menace pour la plupart des Syriens, en particulier ceux qui vivent dans les zones rebelles.

Dehors Assad et sa clique

La division du conflit en secteurs est due en grande partie à la politique d'Assad. Les Etats-Unis et d'autres puissances régionales ont également contribué à consolider leurs propres pions sur le terrain. Dans la pratique, ils ont abandonné les milices populaires et la population syrienne insurgée à leur sort. Dès le début, la généralisation de toute opposition comme « terroriste fondamentaliste » a été la stratégie d'Assad, et elle fait également partie du discours des pays impérialistes centraux pour justifier leurs bombardements sur le pays.

Nous réaffirmons notre position au côté du peuple syrien, contre la tyrannie du régime d'Assad et de ses partisans. Nous ne faisons pas confiance aux Etats-Unis, ni à l'Union européenne ou à l'ONU. Nous défendons la chute du régime syrien comme le premier pas, la seule possibilité, y compris pour la résolution de la crise humanitaire en Syrie. Nous exigeons la fin immédiate des attaques sur Alep et Idlib et nous nous engageons à participer aux efforts pour faire arriver de l'aide humanitaire en Syrie.

Nous appelons les organisations ouvrières, populaires et des droits humains à travers le monde à mettre en œuvre une campagne unifiée de solidarité avec le peuple syrien.

Secrétariat international de la LIT-QI
le 13 décembre 2016

Union of Syrians abroad- Belgium

A Bruxelles, une association belgo-syrienne collecte des vêtements, des médicaments et des vivres non périssables pour aider le peuple syrien dans son combat pour la liberté. Elle achemine des containers réguliers vers le Nord de la Syrie. Soutenez-la en faisant un don et/ou en participant au travail de récolte, de tri et d'emballage !

UOSA Belgium asbl
Chaussée de Haecht 197
uosabelgium@gmail.com
+32(0)484/18.92.43
BE30 7320 2896 9911

Vive la lutte du peuple syrien !
Dehors Assad et l'Etat islamique !
Arrêt immédiat des attaques contre Alep et Idlib !
Fin de l'intervention russe et iranienne en Syrie !
De l'aide humanitaire au peuple syrien !
Des armes pour les rebelles !
Aucune confiance dans les Etats-Unis, l'UE ou l'ONU !

Suite de la dernière page

A un moment où de plus en plus de gens sont convaincus que « le système », le capitalisme, est le grand coupable des conditions de vie de plus en plus dures pour l'immense majorité de la population et est le responsable des guerres qui sévissent partout dans le monde, une propagande insidieuse veut nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative, que le socialisme, c'est le stalinisme, et qu'il faudrait bien se résigner avec le système actuel, en essayant tout au plus d'en arrondir les angles.

Nous ne sommes pas d'accord. Marx et Engels avaient déjà proposé l'alternative, le socialisme ; et la Révolution russe a montré que c'est possible. Et ce n'est pas seulement possible, c'est absolument nécessaire pour sortir l'humanité de la barbarie dans laquelle nous vivons. Construire une nouvelle société, c'est la seule alternative réaliste. C'est aussi le programme de la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale.

Nous voulons, en cette année de centenaire, revendiquer cette alternative, abondamment illustrée par les acquis de la grande Révolution dirigée par le parti bolchevik de Lénine et Trotsky.

Cet anniversaire est donc l'occasion pour la LIT-QI de publier différents articles historiques, théoriques et de polémique. Différents débats, rassemblements et autres activités publiques seront également organisés tout au long de l'année par les différentes sections nationales, dont la LCT, section belge de la LIT-QI.

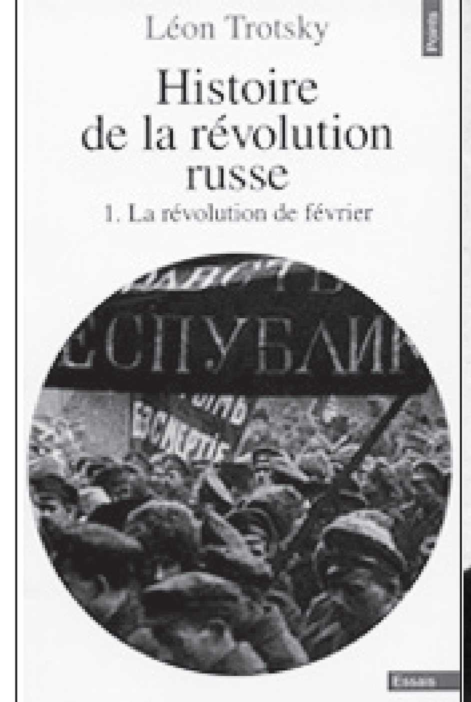
Au long de l'année, vous trouverez sur notre site, www.lct-cwb.be, des textes et documents en langue française concernant cette grande révolution. Nous les rassemblerons sous la rubrique *La Révolution russe, 100 ans après*, dans la colonne de droite. Dès maintenant, nous vous proposons trois articles.

Tout d'abord, nous vous proposons une réflexion faite par Trotsky à l'occasion du 15e anniversaire de cette Révolution, lors d'une conférence devant un public loin d'être acquis à ses convictions. Il y répond à « *quelques questions que la Révolution d'Octobre éveille chez une personne qui réfléchit. 1. Pourquoi et comment cette révolution a-t-elle abouti ? Plus concrètement : pourquoi la révolution prolétarienne a-t-elle triomphé dans un des pays les plus arriérés d'Europe ? 2. Qu'a apporté la Révolution d'Octobre ? 3. Et enfin : a-t-elle fait ses preuves ?* »

En 2007, une vingtaine d'années après la restauration du capitalisme, alors que la propagande sur *la fin de l'histoire* et l'impossibilité d'autre chose que le capitalisme s'étalait déjà dans la presse bourgeoise, la revue théorique de la LIT-QI, *Le Marxisme vivant*, a publié une contribution de Martin Hernandez, alors membre du Comité exécutif international de la LIT-QI. « *Tout comme cela a été le cas avec la Commune de Paris, la classe ouvrière et les nouvelles générations de révolutionnaires auront dans la Révolution russe de 1917, et dans ses vicissitudes, un matériel précieux d'étude et de réflexion pour préparer et mettre en œuvre de nouvelles et victorieuses révolutions.* »

Enfin, nous présentons un texte récent d'Edu, membre de la direction internationale de la LIT-QI, qui présente un éclairage actualisé et *quelques vérités* sur ces évènements qui ont ébranlé le monde en 1917.

Les textes et documents proposés par la LCT tout au long de cette année ne sont et ne seront qu'une infime partie des documents publiés par notre Internationale. En effet, la majorité des matériaux sont initialement publiés en espagnol et en portugais. Nous invitons les lecteurs maîtrisant l'une de ces deux langues à se rendre directement sur le site de la LIT-QI, www.litci.org, où une série d'articles et de vidéos sont disponibles. Plusieurs articles sont aussi disponibles en anglais ou en arabe sur les versions respectives de ce même site. ■





La Révolution russe de 1917 a donné lieu (avant, pendant et après) à un grand nombre de publications. Parmi les nombreuses questions soulevées, certaines d'entre elles concernent des élaborations théoriques et des interventions dans d'intenses débats.

Dans cette volumineuse production, un matériel essentiel pour la connaissance et la compréhension du processus est sans aucun doute l'*Histoire de la Révolution russe*, écrite entre 1930 (la Révolution de février) et 1932 (la Révolution d'octobre) par l'un de ses protagonistes et dirigeants, Léon Trotsky. A ses connaissances vives et directes des faits, l'auteur ajoute ses qualités d'écrivain, d'historien, de théoricien et de militant politique.

La Révolution russe, 100 ans après

La nuit du 25 octobre 1917 (7 novembre dans le calendrier grégorien), les régiments dirigés par le *Comité militaire révolutionnaire* de Petrograd entourent le Palais d'Hiver, siège du gouvernement de Kerensky. Ils exigent la reddition des bataillons qui le défendent encore. Les soldats se rendent, pratiquement sans résistance.

Le même soir, avant même que n'ait cessé le bruit de la bataille, le Congrès des Soviets s'installe. Le lendemain, Lénine apparaît à la séance. Selon Victor Serge : « *Une énorme ovation l'entoure. Lénine attend paisiblement, il regarde cette foule victorieuse, et quand revient le calme, appuyé des deux mains sur le pupitre, les épaules légèrement penchées vers l'assemblée, sans un geste, il dit simplement : "*Nous initions la tâche de la construction de la société socialiste." »

Une insurrection ouvrière vient de changer l'histoire de la Russie et du monde entier. En 2017, nous en célébrons le centenaire.

C'est l'occasion, pour la LIT-QI, de mener une campagne de sensibilisation sur cette révolution dans ses différentes sections.

Lire la suite sur la page 15



« *Pour construire la nouvelle vie des travailleurs, allez refouler l'invasion des Seigneurs*. »
Les *seigneurs* sont l'armée qui attaquait la Révolution à partir de la Pologne.